

terres à des compagnies de chemins de fer ont été la cause de graves abus ; et que ces compagnies après un certain temps, au lieu de faciliter l'établissement des terres, en ont gardé la possession dans un but de spéculation, et que les colons du pays ont été obligés de payer un prix énorme pour les acquérir.

Je vois par le paragraphe 2 de la section 26 du bill, que le gouvernement conserve le pouvoir, s'il le croit désirable, de garder la possession de ces terres et de donner en guise un subside en argent. Il serait très désirable selon moi que ce pouvoir, au lieu d'être facultatif, fût obligatoire.

Quoique le gouvernement puisse réserver les sections 10, 12 ou 20 dans ce but—peu importe le chiffre—si le principe dont je parle est observé, ces sections ne seraient pas données à une compagnie de chemin de fer mais seraient contrôlées par le gouvernement, un prix de départ étant fixé, et ces terres n'étant vendues qu'à de véritables colons.

Je désire expliquer tout d'abord mes vues sur le bill. C'est là le seul point sur lequel je ne saurais en approuver les dispositions, et j'espère qu'avant d'adopter cette mesure en comité, cette question recevra la considération du gouvernement.

M. MITCHELL—J'ai écouté avec beaucoup d'attention les observations faites par l'honorable ministre de l'Intérieur en présentant ce bill, par l'honorable député qui représente plus particulièrement la section du pays qui en bénéficiera, et par l'honorable député de Peterboro (M. Bertram), qui appartient à la plus ancienne partie d'Ontario.

Je représente une partie du pays qui a contribué aux paiements des territoires du Nord-Ouest. Cette somme s'est élevée à £300,000 sterling, et nous avons aussi contribué de nos deniers à l'établissement de cette contrée et à la construction de chemins de fer qui doivent la traverser.

Je suis surpris que le Cabinet actuel soumette une mesure de ce genre à la considération de ce Parlement. Quand on sait qu'en dehors de la province de Manitoba il y a une population de près de 4,000,000 d'âmes qui a acheté et

payé ces territoires, qui est aujourd'hui taxée dans le but de les coloniser et de construire un chemin de fer qui doit les traverser, afin d'établir des communications d'une extrémité du pays à l'autre, toutes ces charges retombant sur les plus anciennes parties du pays, et quand l'on examine la nature de ce bill et que l'on constate qu'il nous enlève virtuellement les terres mêmes que ce Parlement et le Parlement précédent se sont engagés à réserver pour construire ce chemin de fer du Pacifique, je suis étonné de l'audace et de l'extravagance des honorables membres de la droite, qui veulent tenter un acte de spoliation au dépens de la partie est du Canada, dans un but que je ne veux pas qualifier maintenant.

Ce pays s'est engagé à construire le chemin de fer Canadien du Pacifique. Quand l'administration précédente a proposé la construction de ce chemin, on supposait qu'elle coûterait, conformément au projet soumis, 30 millions de piastres en argent, et il a été fait des réserves de terres pour la colonisation à travers ce territoire au montant de 13,000 ou 14,000 acres par mille, soit en tout environ 60,000,000 d'acres qui devaient être pris dans la zone fertile des territoires du Nord-Ouest pour la construction de ce chemin.

L'administration précédente adopta ce plan pour utiliser les ressources du pays. Elle était disposée à payer, ce qu'elle a fait, £300,000 sterling pour l'acquisition de ces territoires en premier lieu, et nous habitants de l'est du Canada nous étions disposés à payer \$30,000,000 en tout pour aider la construction de ce chemin, et nous étions disposés à utiliser, comme nous avons droit de le faire, conformément à la demande du gouvernement, qui reçut la sanction du Parlement,—les terres du pays pour payer la balance des frais de construction de la route.

J'aimerais bien à savoir qu'elle est la politique du gouvernement aujourd'hui au sujet de la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique. Je me rappelle que lorsque l'administration dont je formais partie proposa au Parlement d'adopter ce projet, l'opposition proclama bien haut que c'était vouloir la ruine du Canada que de faire une dépense d'argent aussi énorme en faveur d'entreprises publiques sous